Non merci, Monsieur Bill Gates!

La société Microsoft (présidée par le célèbre et richissime Bill Gates, l'homme ayant fait découvrir au président Chirac les mérites du mulot) vient d'adresser courant mars 1998 aux établissements universitaires français (universités, IUT, écoles d'ingénieurs) une offre de "Programme de formation et certification Microsoft pour les étudiants". Cette offre, "exclusivement réservée aux établissements d'enseignement supérieur reconnus par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche", propose aux établissements des "Cours Officiels Microsoft".

Il ne s'agit nullement d'une classique opération de formation continue en partenariat avec une entreprise, comme il en existe tant. Le protocole d'accord précise en effet que ces "Cours Officiels Microsoft doivent être inclus dans un cursus de formation initiale et d'une durée supérieure à 7 mois". Mais après tout, Microsoft détient un quasi-monopole de la vente de logiciels micro et à ce titre les produits Microsoft sont régulièrement présentés dans de nombreux cursus de formation initiale universitaires. Donc, où est le problème ? N'est-il pas souhaitable, et à la mode, de favoriser les interactions entreprises/universités afin d'aider au mieux les étudiants à s'insérer dans le monde du travail ?

L'inquiétude nait lorsque l'on découvre les conditions imposées par Microsoft dans ce protocole d'accord. Tel Big Brother, Microsoft contrôle en effet tout : la qualification des enseignants, l'organisation des cours et même la pédagogie devant être suivie. Ainsi "la formation sera dispensée uniquement pas des instructeurs qui ont passé avec succès les examens MCP (Microsoft Certified Professionnal)". Le Maître de Conférences ou Professeur des Universités standard, qui croyait naïvement avoir fait les preuves de ses capacités à enseigner les concepts et outils de sa discipline, ne sera donc jugé digne de devenir "instructeur Microsoft" qu'après être passé sous les fourches caudines de Monsieur Bill Gates. Il semble qu'il pourra néanmoins, en cas d'échec, continuer à travailler dans l'Université française...

Une fois devenu "instructeur Microsoft", le travail est grandement facilité puisque Microsoft s'occupe de tout : "la formation sur les produits Microsoft doit être dispensée sur la base des supports de cours Microsoft disponibles". L'instructeur "n'est pas autorisé à supprimer des passages des supports de cours Microsoft". Dans sa grande bonté Microsoft lui permet néanmoins "d'y ajouter d'autres éléments". Mais que l'instructeur se rassure, cela ne sera certainement pas nécessaire puisque "ces cours ont été conçus selon une méthodologie rigoureuse par les équipes d'experts techniques et pédagogiques de Microsoft Corporation. Ils devront être délivrés par module de 16 heures maximum par semaine". Les experts ne semblent pas avoir précisé ce qui devait compléter ces cours officiels ce qui n'est après tout pas étonnant puisque on ne peut certainement pas attendre grand chose, au moins du point de vue de Microsoft, de vulgaires Maîtres de Conférences ou Professeurs des Universités non labellisés "Instructeurs Microsoft". Il n'est pas dit si ces derniers auront le droit ou pas d'utiliser les salles de cours "dont l'équipement devra respecter les configurations matérielles recommandées par Microsoft".

Après tout l'étudiant souhaitant légitimement trouver un travail à la fin de ses études ne sera pas forcément choqué par ces procédés. Pouvoir marcher dans les pas de Monsieur Bill Gates grâce à une formation certifiée Microsoft peut faire accepter quelques compromissions avec les valeurs et usages traditionnelles de l'Université française. On ne fera donc pas lire à cet étudiant les points du protocole où il est précisé que "Microsoft ne garantit pas que les supports du cours Microsoft sont aptes à répondre à des besoins ou usages particuliers, ni qu'ils permettent d'atteindre des résultats déterminés". D'ailleurs "Microsoft ne saurait être tenu responsable... d'un défaut de tout support de cours Microsoft, causé ou non par la faute de Microsoft, de ses préposés ou agents". L'étudiant chagrin se demandera éventuellement ce que lui garantissent les fameuses "équipes d'experts techniques et pédagogiques de Microsoft corporation"..

Bien entendu, Monsieur Bill Gates doit continuer à veiller à ses fins de mois et toutes les prestations de Microsoft sont payantes : aussi bien les "supports de cours", le "kit animateur" et même la formation pour devenir "Instructeur Microsoft" (même s'il est prévu quelques formations gratuites pour les Etablissements qui comprendront rapidement, avant le 30 Juin 1998, tout l'intérêt de cette offre quasiment philanthropique). D'ailleurs, l'Etablissement y trouvera sûrement son compte, au moins du point de vue financier puisque Microsoft le laisse "déterminer, sous sa seule responsabilité, le prix de la participation aux cours Officiels Microsoft".

Aucun établissement universitaire n'est bien sûr obligé de répondre favorablement à cette proposition de Microsoft. Néanmoins le fait même qu'une telle proposition puisse être faite ne peut qu'inquiéter. Cette volonté sournoise d'une société commerciale de vouloir contrôler totalement des enseignements universitaires ne peut que faire penser à la tentative de mainmise sur la culture opérée actuellement dans certaines régions par un triste parti politique d'extrême droite. Dans les deux cas il s'agit d'une tentative de remise en cause de la liberté d'exercer son métier : de même que l'activité créatrice de l'artiste ne peut se soumettre à une idéologie, l'activité pédagogique de l'universitaire ne peut obéir à une stratégie commerciale.

L'enseignement universitaire est basé traditionnellement sur l'acquisition des connaissances et des savoir-faire au contact de la recherche. Les universitaires informaticiens (regroupés en une association : SPECIF, cf http://dept-info.labri.u-bordeaux.fr/Specif) n'ont jamais dérogé à cette règle. La plupart des formations universitaires en informatique enseignent ainsi non seulement l'utilisation d'outils, commerciaux (et entre autres ceux de Microsoft) ou "domaine public", mais aussi et surtout les concepts sous-jacents. Depuis des années, les étudiants ainsi formés s'insèrent sans difficulté dans le monde du travail.

Il appartient donc non seulement aux universitaires informaticiens mais également à tous ceux attachés aux valeurs et traditions de l'Université française de rejeter fermement l'offre de Microsoft: Non merci, Monsieur Bill Gates, l'université française n'est pas à vendre!

Max Dauchet
Professeur des Universités
Université de Lille 1
Président de SPECIF

Antoine Petit
Professeur des Universités
ENS de Cachan
Membre du CA de SPECIF